



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Partenaires :



— SCIENCES
— PO — LYON



***Conférence du Club Convaincre
du mardi 28 Avril à 18 h 00***

L'Afrique, terrain de jeu ?

Les Africains en attaque ou en défense ?

Par Denise Epote,

Journaliste et Ancienne Directrice de la distribution, du marketing et de la commercialisation de TV5 Monde

Avec la participation de Samadia Sanoudi, Maîtresse de conférences

L'Afrique dans la mondialisation ou L'Afrique, un terrain de jeu pour les grandes puissances ? en raison de ses vastes ressources naturelles. Quelles stratégies actives développe-t-elle pour défendre ses intérêts et tirer parti de la mondialisation.

Permettez-moi de commencer par des images qui ont marqué la journaliste que je suis. En 2013 François HOLLANDE décide d'intervenir au Mali. Il est accueilli en héros par le président de la transition Dioncounda TRAORÉ et une foule en liesse. Dans l'euphorie,

parce que l'émotion est nègre comme disait SENGHOR, des centaines de bébés maliens sont baptisés François HOLLANDE. Neuf ans plus tard en 2021, toujours au Mali, des manifestants brûlent des drapeaux français dans les rues de Bamako. Quelques semaines plus tard, les mêmes rues voient flotter des drapeaux russes, brandis par des jeunes qui n'ont jamais mis les pieds à Moscou. Que nous disent ces images ? Pas simplement que la France est impopulaire au Sahel. Elles nous disent quelque chose de plus profond : que l'Afrique est en train de se redéfinir. Qu'elle cherche de nouveaux partenaires, de nouveaux horizons. Que Paris n'est plus la cinquante-cinquième capitale africaine, qu'elle n'est plus le centre de gravité. Le célèbre réalisateur sénégalais SEMBENE Ousmane disait, « l'Europe n'est pas le centre, c'est la périphérie de l'Afrique. Ils sont restés 100 ans chez moi, ils n'ont pas parlé ma langue moi je parle la leur. »

Cinq ans plus tard l'actualité nous rattrape car depuis samedi Bamako et plusieurs villes du pays ont été la cible des djihadistes causant la mort de plusieurs généraux parmi lesquels le ministre de la défense.

D'autres capitales, Pékin, Moscou, Ankara, New Delhi, Brasilia, se disputent désormais l'influence sur un continent que beaucoup, encore aujourd'hui, réduisent à ses ressources en dépit de la pauvreté des populations. Que d'autres réduisent à une source d'inspiration exotique mais ne perçoivent jamais comme une source de création avant-gardiste.

C'est précisément ce que nous allons examiner. Non pas pour dresser un réquisitoire contre qui que ce soit, ni contre la France, ni contre la Chine, ni contre la Russie, mais pour poser la vraie question : comment l'Afrique peut-elle cesser d'être un objet de la géopolitique mondiale pour en devenir un acteur souverain ?

Mon propos se développera en deux temps. D'abord, je dresserai le tableau de ce que j'appelle la nouvelle ruée vers l'Afrique : pourquoi ce continent est-il si convoité, et par qui ? Ensuite, j'évoquerai les stratégies que l'Afrique peut déployer pour tirer parti de cette mondialisation plutôt que d'en être la principale victime.

I. Un continent aux richesses exceptionnelles, convoité par tous

1- Les ressources, un levier ou une malédiction ?

L'Afrique possède le plus fort pourcentage au monde de minéraux critiques. Plus de 90% du platine, 80% du phosphate, 50% du cobalt, 20% du chrome, 90% du zircon, 10% du titane. Ces minerais sont au cœur de la transition énergétique mondiale : pas de batteries électriques sans cobalt de la République Démocratique du Congo, pas de smartphones sans coltan dont les plus gros gisements se trouvent également en RDC, pas de panneaux solaires sans les terres rares dont l'Afrique détient une part considérable.

Ajoutez à cela selon la FAO, 60 % des terres arables non exploitées de la planète se trouvent sur le continent . L'Afrique pourrait nourrir non seulement ses 1,4 milliard d'habitants actuels...mais aussi une bonne partie du monde. Et pourtant, le continent importe encore des tonnes de denrées alimentaires de base. Car la mise en valeur de ces terres se heurte encore à des défis majeurs : faiblesse des infrastructures, insécurité foncière, manque d'intrants et pression des investisseurs étrangers.

La démographie, enfin. D'ici 2050, l'Afrique comptera 2,5 milliards d'habitants. L'âge médian du continent est de 19 ans, contre 43 ans en Europe. Cette jeunesse, c'est soit la plus grande force économique du siècle, soit une bombe sociale. Tout dépendra des choix qui seront faits dans la décennie qui vient pour offrir un emploi à ces milliers de jeunes qui prennent la mer, car disent-ils ils ne veulent pas faire honte à leur mère.

Voilà pourquoi l'Afrique est convoitée. Non pas par générosité, non pas par solidarité, mais parce que quiconque s'assurera un accès privilégié à ces ressources dans les prochaines décennies aura un **avantage décisif dans la compétition mondiale.**

2- Qui sont les prétendants ?

Ce n'est pas un seul acteur qui tente de remplacer la France qui jusqu'il y a deux décennies a été le partenaire exclusif du continent. Dans un paysage fragmenté ils sont plusieurs à se positionner.

La Chine, d'abord. Elle est aujourd'hui le premier partenaire commercial de l'Afrique, avec plus de 280 milliards de dollars d'échanges annuels. Elle construit des palais, des routes, des ports, des stades, des universités dans lesquelles elle offre des cours gratuits de mandarin. En échange, elle obtient des accès miniers, des contrats énergétiques, et une influence politique croissante. Sa base militaire à Djibouti, la première hors de Chine, illustre que son engagement n'est pas que commercial.

La Russie, ensuite. Elle joue sur un registre différent : la sécurité et le ressentiment. Elle occupe une partie de l'espace laissé pour tenter de satisfaire des régimes qui cherchent une protection rapide sans trop de conditions. Après le départ de Barkhane, Wagner, rebaptisé Africa Corps, est arrivé au Mali, au Burkina Faso, au Niger, et en Centrafrique. Son modèle : on garantit votre sécurité, vous nous donnez vos mines. Simple, brutal, et efficace à court terme pour des régimes qui ont besoin de se maintenir au pouvoir.

La Turquie, elle, adopte une approche plus fine plus subtile. Elle a ouvert 45 ambassades en Afrique en moins de quinze ans. Elle y vend ses drones Bayraktar, ces mêmes drones qui ont changé la face de la guerre en Ukraine. Elle y construit des mosquées, des lycées des universités des centres de conférences comme au Sénégal le Centre International Abdou DIOUF inauguré lors du sommet de la francophonie de 2024 au cours duquel l'ancienne gouverneure générale du Canada a succédé à l'ancien président du Sénégal Abdou DIOUF à la tête de l'OIF. En Guinée Equatoriale la Turquie a construit le centre de SIPOPO et des hôtels. Erdogan a compris que l'Afrique était un

espace où la Turquie pouvait se projeter comme une grande puissance à moindre coût et développer ses exportations.

L'Inde et le Brésil, eux, jouent la carte de la solidarité Sud-Sud.

L'Inde fournit des médicaments génériques. Face au parcours du combattant que connaissent les demandeurs de visas pour se rendre en France, l'Inde est aujourd'hui devenue pour de milliers d'Africains le premier centre en matière d'évacuations sanitaires. Le pays assure également des formations IT, distribue 50 000 bourses d'études par an via son programme ITEC.

Le Brésil lui, revendique des liens historiques, culturels, raciaux avec l'Afrique subsaharienne. Mais si ces liens sont réels, ils sont loin d'être désintéressés.

Il y a aussi les pays du Golfe qui proposent des infrastructures, de l'énergie des financements et à des taux défiant toute concurrence. Mais il y a également de nouveaux acteurs qui passent sous les radars et qui sont d'une redoutable efficacité. Ce sont les puissances régionales africaines : Nigeria, Maroc, Algérie, et Rwanda. Ces pays ne sont pas dans l'arrogance, ils ont compris qu'une croissance durable ne pouvait qu'être partagée, ils prônent le co-développement, ils n'envoient pas d'expatriés pour diriger les entreprises créées, ils recrutent des nationaux. Résultat, la greffe prend sans tensions.

Et la France dans tout ça aujourd'hui ? Elle est en recul. Pas parce qu'elle aurait disparu du jour au lendemain, mais parce que les Africains ont d'autres choix désormais. Et quand on a le choix, forcément on n'accepte plus les mêmes conditions.

Mais penser comme le font certains, que c'est à cause de la Russie que les Africains se détournent de la France, est une insulte à leur intelligence.

3- Le recul français : une crise de légitimité

Une précision sur ce qu'est le recul français en Afrique. Ce n'est pas simplement une question de politique étrangère maladroite, même si elle l'a souvent été comme le reconnaissent certains diplomates du Quai d'Orsay qui estiment qu'ils ne sont plus écoutés. C'est une crise de légitimité plus profonde avec des ressorts à la fois économique, démocratique et sécuritaire. Mais la question n'est pas seulement sécuritaire ou économique c'est aussi une question de dignité. La parole verticale de la France a souvent été perçue comme humiliante. Et comme les populations n'ont pas vu leur sécurité s'améliorer, la France s'est retrouvée au cœur de la colère et d'autres acteurs tentent d'en profiter.

Mais revenons-en aux griefs récurrents :

Le franc CFA, d'abord. Pour des millions d'Africains, cette monnaie, dont les réserves de change étaient encore récemment déposées au Trésor français, symbolise une souveraineté économique incomplète. Les économistes sont divisés sur ses effets réels, mais sa dimension symbolique est écrasante. L'ECO annoncé à renfort de publicité depuis 2009 se fait toujours attendre. Et depuis la dévaluation du franc CFA en 1994 il

n'y a pas un et unique franc CFA mais deux. Celui d'Afrique de l'Ouest et celui d'Afrique centrale avec certes la même parité mais qui suscite dans l'une et l'autre zone monétaire régionale quelques méfiances de la part des populations et commerçants.

Ensuite, le soutien à des régimes vieillissants et impopulaires. Malgré l'historique discours de François MITTERAND à la Baule en 1990 la France a toujours privilégié la stabilité à la démocratisation en maintenant au pouvoir ses alliés. Cette logique a créé des frustrations profondes dans des sociétés civiles de plus en plus éduquées et surtout très connectées.

Enfin, l'échec sécuritaire. L'opération Barkhane a duré neuf ans, coûté plusieurs milliards d'euros, et le Sahel est aujourd'hui plus instable qu'avant son déploiement. Peu importe qui en est responsable, ce constat a tué la légitimité militaire française dans la région et même au-delà.

Résultat : entre 2021 et 2025, la France a été expulsée ou priée de quitter le Mali, le Burkina Faso, le Niger, et le Tchad a révisé ses accords militaires. A fermé ses bases militaires en Côte d'Ivoire et au Sénégal. Ce n'est pas une coïncidence. C'est une tendance.

Mais attention cela ne signifie pas que les alternatives sont meilleures. Wagner n'a pas apporté la démocratie au Sahel. La Chine ne finance pas l'éducation en Afrique par philanthropie. La vraie question est : comment l'Afrique peut-elle tirer parti de cette compétition entre prétendants plutôt que d'en être l'enjeu passif ?

II. Quelles stratégies pour une Afrique souveraine ?

Je voudrais maintenant évoquer cinq leviers stratégiques, déjà mis en œuvre dans certains pays africains, pour que l'Afrique cesse d'exporter sa pauvreté sous forme de minerais bruts et commence à exporter sa valeur ajoutée. Autrement dit comment passer des 4 C négatifs : conflits, crises, calamités et corruption aux 4 C positifs croissance, créativité, connexion et capital humain.

1. Transformer les ressources sur place – la fin de l'exportation de la pauvreté

Premier levier : la valorisation locale des ressources naturelles. La règle de base de l'économie du développement est simple : on ne s'enrichit pas en vendant des matières premières, on s'enrichit en les transformant.

Le Zimbabwe l'a compris. En 2023, il a interdit purement et simplement l'exportation de lithium brut. Du jour au lendemain, les investisseurs, chinois notamment, qui voulaient accéder au lithium zimbabwéen ont été contraints de construire des usines de transformation sur place. Ce geste, jugé radical par certains, a créé des emplois, transféré des compétences, et généré une valeur ajoutée qui reste sur le continent.

Certes comparaison n'est pas raison mais ce modèle est reproductible. La RDC pourrait le faire avec le cobalt, le Ghana, la Côte d'Ivoire, Sao Tomé et Príncipe, Madagascar et le Cameroun devraient le faire avec le cacao, et le Mali avec l'or. L'enjeu est politique autant qu'économique : il faut des gouvernements capables de résister aux pressions des multinationales et des pays importateurs.

2. Accélérer l'intégration régionale – la ZLECAf comme levier de puissance

Deuxième levier : l'intégration continentale. L'Afrique compte 54 États, 55 monnaies, des barrières douanières héritées de l'époque coloniale. Le commerce intra-africain ne représente que 15 % du commerce total du continent, contre 60 % pour l'Europe.

La Zone de Libre-Échange Continentale Africaine, la ZLECAf est entrée en vigueur en 2021. Lorsqu'elle sera pleinement mise en œuvre, elle créera le plus grand marché unique du monde en terme de nombre de pays et le troisième par la taille de la population. Un marché de 1,4 milliard de consommateurs et 2 milliards à l'horizon 2030 c'est à dire demain, qui cesse d'être fragmenté devient une puissance de négociation face aux partenaires extérieurs.

L'obstacle est moins technique que politique : il faut que les dirigeants africains acceptent de renoncer à une part de souveraineté nationale au profit d'une souveraineté continentale plus forte. Ce rêve des Etats-Unis d'Afrique porté par KWAME NKRUMAH en 1963 demeure d'actualité. Et c'est une condition sine qua none qui permettra à l'Afrique d'être une puissance continentale. On peut déplorer que le changement en 2003 de l'OUA en UA n'ait pas fait plus bouger les lignes en faveur d'une réelle intégration.

3. La neutralité active, jouer les grands contre les grands

Troisième levier : la diversification des partenariats. Ce qu'on peut baptiser la doctrine de la neutralité active.

Les pays non-alignés des années 1960 avaient compris une chose fondamentale : quand deux blocs se disputent votre faveur, vous avez du pouvoir. Nasser jouait les Soviétiques contre les Américains pour construire le barrage d'Assouan. Nehru obtenait des concessions des deux camps en refusant de choisir.

L'Afrique d'aujourd'hui peut faire de même. Quand la Chine propose un projet d'infrastructure, l'Afrique pourrait dire : 'très intéressant, nous le soumettrons aussi à l'Union Européenne ou aux États-Unis.' La concurrence entre prétendants améliore les conditions : moins de dette, plus de transfert technologique, plus d'emplois locaux.

Cela exige des capacités de négociation que beaucoup de gouvernements africains n'ont hélas, pas encore. Cela exige de former des diplomates, des juristes spécialisés dans les contrats miniers, des économistes capables d'évaluer indépendamment les offres

étrangères. C'est un investissement dans la matière grise ! Dans l'éducation, en fonction des priorités du pays.

4. La transition énergétique, refuser d'être la décharge du monde fossile

Quatrième levier : l'énergie. L'Afrique possède 60 % du potentiel solaire mondial. Elle a d'immenses ressources hydroélectriques, géothermiques, le Kenya produit déjà 90 % de son électricité à partir de sources renouvelables. Et pourtant, 600 millions d'Africains n'ont toujours pas accès à l'électricité.

Le piège à éviter : que les pays riches financent en Afrique des infrastructures fossiles, charbon, gaz, qu'ils refusent désormais de construire chez eux pour des raisons environnementales. L'Afrique n'émet que 4 % des gaz à effet de serre mondiaux, mais subit 40 % des pertes économiques liées au changement climatique. Elle est la principale victime d'un problème qu'elle n'a pas créé.

La souveraineté énergétique, c'est aussi refuser cette injustice. Exiger que l'aide climatique internationale finance des infrastructures renouvelables, pas du gaz naturel liquéfié pour rassurer les Européens après la crise ukrainienne.

5. Le capital humain, la vraie ressource stratégique du siècle

Cinquième et dernier levier – celui qui conditionne tous les autres : le capital humain.

L'Afrique perd chaque année 2 milliards de dollars en capital humain formé qui émigre vers l'Europe, les États-Unis, le Canada. Ces médecins, ingénieurs, informaticiens que les universités africaines ont formés vont faire prospérer d'autres économies.

Inverser cette fuite des cerveaux n'est pas une question de contrainte ou de fermeture des frontières. C'est une question d'opportunités. Le Kenya l'a compris : sa Silicon Savannah à Nairobi a créé un écosystème de startups qui donne envie à de jeunes Kényans de rester et à des Africains de la diaspora de revenir. Les REPAT comme on les appelle.

M-Pesa, la fintech kényane qui a bancarisé 50 % de la population sans banque traditionnelle, est née en Afrique, a été développée par des ingénieurs africains, et a été copiée par le reste du monde pour devenir le mobil-banking. C'est cela la ressource stratégique du siècle.

III. Conclusion: L'heure de l'Afrique a sonné

Permettez-moi de conclure par quelques certitudes.

Même si elle est toujours hors de la gouvernance mondiale parce qu'absente du conseil de sécurité des Nations Unies, L'Afrique n'est plus un objet passif de la géopolitique

mondiale. Elle est en train d'en devenir un acteur. Maladroit parfois, incohérent souvent, mais acteur tout de même. Et cette transformation est irréversible. (Macky SALL, candidat au poste de SG ONU en 2027)

La multipolarisation du monde, ce basculement que nous observons, où la Chine, la Russie, la Turquie, l'Inde défient la prédominance occidentale et où les États Unis font voler en éclats le multilatéralisme est, pour l'Afrique, une opportunité autant qu'un risque. Une opportunité parce qu'elle rompt les monopoles et élargit les marges de manœuvre. Un risque parce que les nouveaux prédateurs ne valent pas mieux que les anciens.

La clé réside dans trois mots : transformation, intégration, souveraineté.

- Transformer les ressources naturelles en valeur ajoutée.
- S'intégrer en un continent uni qui parle d'une seule voix.
- Exercer une souveraineté réelle sur les choix économiques, politiques, énergétiques.

Et la France ? La France, comme toute puissance extérieure, devra adapter son modèle relationnel, ou perdre définitivement sa place sur le continent. Ce n'est pas une menace, c'est une réalité. Les Africains regardent vers l'Est non pas parce qu'ils aiment Poutine ou Xi Jinping, mais parce qu'ils cherchent des partenaires qui les traitent en adultes. La France peut encore être ce partenaire. Mais le temps presse.

Et la vraie question du XXI^e siècle n'est pas de savoir qui dirigera l'Afrique. C'est de savoir si l'Afrique se dirigera elle-même!

Le débat

Le second levier de l'intégration continentale m'a bien inspiré. Avez-vous ressenti que les femmes et hommes politiques tendaient vers cet horizon de coopération ? Ne pensez vous pas qu'il conviendrait de réactiver le parlement panafricain pour aider à cette intégration.

Je pensais à la question de l'énergie : 600 millions d'africains n'ont pas accès à l'électricité. Lors du dernier G20 en Afrique du Sud, il y a eu un rapport d'experts sur les inégalités. L'Afrique peut offrir beaucoup à sa population.

L'intégration vue de mon œil de journaliste : l'intégration des populations est réelle. Les politiques la freinent. Le parlement panafricain communique mal mais il est efficace car il met en commun les ressources des différents parlements nationaux. Les décisions de ce parlement ne sont guère appliquées car les états sont jaloux de leur souveraineté. Espérons que les populations vont faire pression pour bouger.

Le Bénin n'a pas de ressources minières mais son dirigeant Talon a fait faire un saut à son pays. Le pays est devenu un modèle. Le Rwanda s'est inspiré de Singapour et cela fonctionne.

L'Afrique est une zone très riche mais les populations n'en bénéficient pas. Certains nouveaux chefs d'états l'ont compris et ont envie de marquer l'histoire.

Quand on parle d'intégration, le Maroc est aussi un modèle. Mohammed 6 veut amorcer le développement de l'Afrique sub-saharienne. Trouver sur le continent les acteurs qui investissent pour que les richesses restent sur le continent.

On parle peu d'East African Community alors qu'elle avance bien. L'Europe est leur exemple de libre circulation... Autre exemple : la CDAO qui permet cette libre circulation. La seule région qui avance peu est l'Afrique centrale. Sans doute du fait que ses pays sont jaloux de leurs richesses respectives. L'Europe s'intéresse peu à l'Afrique anglophone.

Le nombre de nouvelles opportunités risque fortement d'accentuer la corruption au bénéfice des gouvernements.

La crise de légitimité de la France est historique.

Les ressources humaines doivent servir pour le développement. Les africains ont envie de sortir du pays car l'insertion reste difficile.

La souveraineté africaine repose sur une identité unique qui n'existe pas encore. Il y a un frein à sa construction. L'isolationnisme est encore fort.

L'ancien président du Sénégal Wade était prêt à devenir gouverneur d'une fédération Afrique. Cela s'imposera avec le temps car les 54 pays ne peuvent pas peser.

Vous parlez de valorisation des ressources naturelles. Toute stratégie orientée vers l'exportation est très dépendante des cours mondiaux. Il conviendrait d'ajouter à la valorisation l'endogénéisation, c'est-à-dire que les richesses soient d'abord orientées vers la réponse aux besoins de la population.

Ainsi la stratégie agricole de la Côte d'Ivoire. Elle transforme et conditionne le sucre pour satisfaire les besoins en sucre des Ivoiriens plutôt que de l'exporter. Les exportations sont limitées par le gouvernement.

La question de l'unité africaine a plus de chance de se créer avec des intérêts communs comme l'a fait l'Europe des années 1950. Que pensez-vous d'une stratégie à la Jean Monnet pour l'Afrique ?

Oui, c'est la voie à suivre. Mais il faut une volonté politique et on la sent très peu. Elle est minoritaire.

La question de la souveraineté est trop forte ; il ne faut pas commencer par là. Commencer par l'économie car elle est une question plus ouverte.

C'est le cas de la CDEAO, de la CADEC. Le mauvais élève est bien l'Afrique centrale qui a beaucoup de barrières entre États.

Le parlement panafricain n'a qu'une voix consultative. Comment convaincre les États membres de céder une partie de leur souveraineté.

C'est vrai, il n'a pas de capacité de contrainte. Pour que ce parlement existe, les parlements nationaux doivent s'effacer.

Notre intervention au Mali aurait-elle eu des effets différents si la France avait mis l'argent ailleurs que sur son armée ? Les rapports entre les sociétés civiles sont bien meilleurs que ceux des gouvernements, y compris avec les interlocuteurs français

quand il y en a. Les projets sont maintenant tous construits en co-développement. On arrive aussi à importer des idées africaines.

Les pays anglophones se sont mieux sortis de la colonisation que les pays francophones. Ces pays ont choisi des régimes parlementaires au contraire des pays francophones qui ont choisi des régimes présidentiels. Regardez le Ghana qui change régulièrement de gouvernement. Tout comme au Cap Vert qui est un autre modèle.

Accompagner les développements aurait évité que les groupes jihadistes puissent faire miroiter des richesses nouvelles.

Le Maroc, le Nigeria, le Rwanda ont compris que la richesse ne peut être que partagée et pilotée par des locaux. La croissance peut alors être pérenne et durable.

Oui, les populations ont une avance sur les politiques. La défiance des gouvernements n'est pas partagée par les populations. Ils parlent toujours le français et connaissent des Français.

L'Afrique est-elle en défense ou en attaque ? Pensez-vous que l'Afrique peut être en attaque dès lors que vous avez montré qu'elle va chercher la Russie, la Chine, la Turquie pour venir faire des routes et nous apprendre ce que nous savons ou pouvons savoir-faire. Essayons par nos propres moyens.

La question n'est pas savoir qui dirigera l'Afrique demain, c'est de savoir quand elle se dirigera et sera un acteur, non un sujet de la mondialisation. Elle a les ressources humaines de qualité nécessaires. La volonté politique fait défaut, mais des exemples existent comme celui de Patrice Talon au Bénin.

Quand on parle d'attaque, c'est attaquer qui ? Ou se défendre contre qui ? Il faut connaître ses forces avant de le faire. Si l'Afrique doit se défendre, de quoi a-t-elle besoin ?

Elle a besoin d'unité entre les 54 pays. Une vision d'hommes pour entraîner leur pays vers des résultats meilleurs. Le Ghana a été transformé par un coup d'état par un homme qui a ensuite été élu de manière régulière et qui a accepté les différentes alternances politiques. Mettre en place une dynamique suppose un état de droit, que le pouvoir judiciaire soit indépendant.

Les faits sociaux et politiques ne sont pas déterministes. On voit des exemples variés. Les modèles militaro-monarchiques sont-ils inspirants ?

Il n'y a de fatalité. En dix ans, ce qu'a fait Patrice Talon au Bénin montre qu'une voie est possible sans ressources minières. Un bilan économique positif est possible. Le bilan politique de Rawlings au Ghana est aussi bon.

Derrière ce rêve, il convient qu'une culture commune apparaisse. Les conflits armés et civils actuels ne vont pas dans ce sens. La diversité pourra-t-elle devenir une richesse. En comparaison, le rapprochement franco-allemand a permis de développer l'économie tout en pensant aussi à des échanges culturels.

L'intégration des populations en Afrique centrale est réelle : espérons qu'elles vont pousser leurs dirigeants à le reconnaître

Concrètement, quel est le premier verrou : la dette, la gouvernance, la volonté politique ?

J'ai proposé cinq leviers pour y arriver. Il y en a peut-être d'autres.

Quel rôle donnez-vous aux femmes ? La volonté politique est aujourd'hui très masculine. Ce sont les femmes qui mènent l'économie et se font peut-être moins embrigader que les hommes.

Il y a eu plusieurs femmes premières ministres en Afrique. Elles n'osent pas aller sur le champ politique.

Culture anglophone et francophone : le Lesotho est depuis 200 ans une monarchie, devenue constitutionnelle. Je fais l'hypothèse que la culture est marquée par le jacobinisme dont ne souffre pas la tradition anglophone. Au moment de l'indépendance algérienne, il restait 70% d'illettrés en Algérie, moins de 10% au Lesotho.

Quand Trump a reçu Ramaphosa, il a montré des massacres qui n'avaient rien à voir avec le racisme. Il était venu avec deux ministres blancs pour se défendre ; Ramphosa a perdu les dernières élections et a eu le courage de construire une coalition Avez-vous pu faire cette conférence à des hommes politiques africains ?

Non, je n'ai pas eu l'occasion de faire cette conférence. J'ai pu les interviewer et connais leurs positions.

J'ai l'impression de revisiter l'histoire de l'Afrique. Il est important de comprendre ses racines. L'Afrique a-t-elle pu gagner quelque chose dans la mondialisation où il me semble que l'Afrique subit tout. On a vendu le rêve de démocratie. Quel bilan depuis que ce thème est apparu ? Quels exemples concrets ? La démocratie est-elle profitable pour tous les peuples ?

Pa rapport au titre de la conférence, un cas va préoccuper les Africains. Le G20 présidé par l'Afrique du Sud a invité les Etats-Unis. Il aura lieu cette année aux Etats Unis. Trump ne l'a pas invitée : que vont faire les autres pays africains ?

Les raisons de cette non-invitation ? L'Afrique du Sud souffre beaucoup d'inégalités encore très fortes. 70% des terres sont possédés par 7% de la population. Les grands propriétaires terriens ne veulent pas de la loi qui cherche à changer la situation sans spoliation.

L'Afrique du Sud a aussi reconnu le génocide d'Israël en Palestine.

Vous avez parlé de modèle de partenariat pour la France dans ce contexte de diversification des offres

C'est accompagner le co-développement avec des retombées réelles pour la population. Les entreprises français n'ont fait aucun transfert technologique. Les pays n'ont pas pu reprendre les entreprises. Les autres pays font miroiter des retours plus importants que la France.

Nos prochains événements

Lundi 18 Mai à 18h30 forum à distance : l'avenir de l'Union Européenne après les élections du 12 Avril en Hongrie, animé par Christian Juyaux.

Lundi 1° Juin à 18h30: Assemblée générale du Club Convaincre et débat sur la préparation des futures élections présidentielle et législative françaises de 2027.

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>